



Mayotte face au cyclone Chido : quand l'obsession migratoire écrase la justice climatique

Par [Emmanuelle Carton](#)

Mondialisation.ca, 20 décembre 2024

[CADTM](#) 18 décembre 2024

Région : [L'Europe](#), [Océanie](#)

Thème: [Environnement](#), [Loi et Justice](#),
[Pauvreté et inégalités sociales](#)

Après le passage, ce samedi 14 décembre, d'un cyclone d'une violence inédite sur l'île de Mayotte, département français d'outre-mer, les conséquences matérielles et humaines sont colossales. Comment expliquer ce désastre climatique en brandissant la carte de la migration clandestine ? Bruno Retailleau, (ex)-ministre de l'Intérieur français y parvient très bien en attisant le délire fasciste du recours aux boucs émissaires pour tout justifier, de la catastrophe climatique à la pauvreté extrême. Pour lui, ce sont les migrants en situation illégales qui expliquent les dégâts causés par le passage de Chido.

Les 14 décembre 2024, Mayotte est frappée par un violent cyclone, dévastant l'île et emportant des centaines de vies. [Les destructions sont massives](#), tant au niveau des infrastructures où, par exemple, un hôpital a été gravement impacté, qu'au niveau d'habitations entières emportées. Au-delà de la destruction de lieux de vie, les pertes en vies humaines sont estimées à plusieurs centaines, voire milliers, selon [le préfet de Mayotte](#). S'ajoutent au bilan humain et matériel des milliers de personnes sinistrées après le passage de ce tourbillon meurtrier. Alors que l'heure est au deuil et à l'appel à la solidarité internationale, à l'envoi de secours afin de soigner, nourrir et loger celles et ceux qui se retrouvent sans toit, l'(ex)-ministre de l'Intérieur, Bruno Retailleau, dont la rhétorique des trois derniers mois s'est concentrée sur un appel général au rétablissement de "l'ordre", explique sur X (ex-Twitter) :

Ce qui attend la France à Mayotte est colossal : l'île est dévastée.

L'État est mobilisé depuis la première heure pour secourir les victimes et éviter que d'autres crises n'ajoutent encore au malheur.

Mais il faut déjà penser au jour d'après. On ne pourra pas reconstruire...

— Bruno Retailleau (@BrunoRetailleau) [December 17, 2024](#)

Justifier le désastre du cyclone par la présence de l'immigration clandestine

Reconnaître la responsabilité du gouvernement français dans l'extrême pauvreté qui touche le département français de Mayotte n'a pas semblé être une priorité pour Bruno Retailleau, qui appelle à poursuivre la course contre l'immigration irrégulière plutôt que de s'attaquer aux causes du désastre dû à la catastrophe climatique. Faire appel à la "question

migratoire” pour justifier l’écart de pauvreté entre la France métropole et Mayotte n’est pas une nouveauté pour le ministère de l’Intérieur français. [En 2018, alors qu’un large mouvement social](#) secouait l’île pour dénoncer les conditions de vie difficiles, la priorité du gouvernement était déjà donnée à la lutte contre l’immigration dite “irrégulière” des Comorien·nes cherchant refuge à Mayotte. Il est important de rappeler que Mayotte fait historiquement partie intégrante de l’archipel des Comores. Ce peuple forme une unité historique et culturelle avec les trois autres îles (Grande Comore, Mohéli et Anjouan). Lors des décolonisations, l’État français a isolé Mayotte, où une majorité s’était prononcée contre l’indépendance lors d’un référendum alors que les autres îles se prononçaient pour. Devenue département français en 1974, cette décision a été largement [dénoncée par l’ONU](#) comme une violation du droit international et une atteinte à l’intégrité territoriale des Comores.

Le déni colonial de la France

La catastrophe écologique du passage du cyclone Chido met en lumière les enjeux politiques et environnementaux des territoires d’outre-mer français. L’intensité du cyclone et les ravages qu’il a causés rappellent « les conséquences mortelles des inégalités en termes de ressources et d’infrastructures dans ces régions » [\[1\]](#). En moyenne [le niveau de vie](#) à Mayotte est sept fois plus bas que la moyenne nationale, avec 77% des habitant·es vivant sous le seuil de pauvreté, soit cinq fois plus qu’en France et un tiers vivant dans des habitations trop précaires pour résister à la force du cyclone. Le désastre auquel font face les Mahorais aujourd’hui ne peut être dissocié, contrairement à ce qu’affirme Bruno Retailleau, de l’héritage colonial. La longue histoire de violences, d’accaparement des terres, de reconfiguration des paysages et de traumatismes liés à la colonisation et à l’esclavage, apparaît aujourd’hui indissociable de la situation dans laquelle se trouve Mayotte.

Aujourd’hui, appartenir à un département français tout en laissant des milliers de personnes dans une pauvreté extrême ne peut être interprété comme le résultat d’une « dérive » liée à la présence de Comorien·nes considérés comme clandestins sans-papiers. Le ministre de l’intérieur promet la chasse à celles et ceux qui demandent asile ou vivent clandestinement, sous-entendant que celle-ci pourrait solutionner les difficultés économiques de l’Outre-mer. Dans la clandestinité, nombreuses sont les personnes sans-papiers qui vivent dans des bidonvilles, souvent construits avec des matériaux largement dévastés par le cyclone. De plus, selon certaines informations, des personnes non régularisées ne se seraient pas rendues dans les centres d’hébergement indiqués pendant l’alerte rouge du cyclone, par [crainte de répression et d’arrestation](#). Nombreux sont celles et ceux qui ont probablement perdu la vie dans le cyclone, victimes d’une [nécropolitique répressive menée par la France](#) à leur égard.

Comme le rappellent Malcom Ferdinand et Mélissa Manglou, la vulnérabilité des territoires d’Outre-mer aux dégradations environnementales et aux perturbations climatiques n’est pas naturelle, mais résulte d’une « longue construction sociale et politique ». [\[2\]](#) Elle découle d’un héritage colonial qui a détruit les écosystèmes et fragilisé la souveraineté de territoires entiers. Mayotte fait partie de la France suite à un travail acharné visant des enjeux économiques et géopolitiques, notamment en raison de sa position stratégique dans l’Océan Indien, près du Mozambique, un pays riche en ressources exploitées par l’extractivisme. Le cyclone Chido illustre de manière poignante comment les habitant·es de Mayotte subissent la destruction des lieux fragilisés par des années de difficultés économiques et de chasse aux « clandestin·es » causée par la nécropolitique française. Ce

processus reflète également une forme de dette écologique, où les conséquences des pratiques extractivistes et de l'exploitation des ressources naturelles se manifestent de manière disproportionnée sur les populations locales, amplifiant leur précarité face aux catastrophes climatiques. Aujourd'hui, la mort de nombreuses personnes lors de cette catastrophe climatique ne peut être comprise que comme le résultat d'un long processus d'anéantissement colonial. Bruno Retailleau, en l'associant à une « dérive » dans la gestion de l'immigration, utilise une rhétorique dangereuse et fascisante pour légitimer la position de la France en Outre-mer.

Emmanuelle Carton

Image en vedette : oxoyoz, Mayotte, CC, <https://www.deviantart.com/oxoyoz/art/Mayotte-289985701>

Notes :

[1] Malcom Ferdinand & Melissa Manglou. (2021). Écologies politiques depuis les outre-mer. Écologie & politique : sciences, culture, société, 63.

[2] Ferdinand & Manglou (2021), op. cit.

La source originale de cet article est [CADTM](#)
Copyright © [Emmanuelle Carton](#), [CADTM](#), 2024

Articles Par : **[Emmanuelle Carton](#)**

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca